

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 11/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Resource Recovery France

zac des salines
57260 Dieuze

Références : DIEUZE_RESOURCE-RECOVERY-FRANCE_2025-03-10_RAPVI_MED_LVL_01202
Code AIOT : 0006209697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2025 dans l'établissement Resource Recovery France implanté zac des salines 57260 Dieuze. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection est une visite réactive suite à l'incendie qui s'est déclaré le 19 février 2025 sur le site de la société Ressource Recovery France.

L'incendie s'est déclaré à 8 h 25, sur la ligne de broyage de pneus, et le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile indique que l'incendie a été éteint à 10h50.

La société Ressource Recovery France n'a pas informé l'inspection des installations classées de l'incendie sur le site dans les meilleurs délais. L'inspection a contacté le 20 février 2025 le responsable sur site afin d'obtenir un rapport d'incident.

Au vu des éléments transmis, une visite sur site a été réalisée le 21 février 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Resource Recovery France
- zac des salines 57260 Dieuze
- Code AIOT : 0006209697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Ressource Recovery France est autorisée, par arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié à exploiter une installation de valorisation de pneumatiques usagés par le broyage sur le territoire de la commune de Dieuze.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Demande d'action corrective	7 jours
2	Réserve incendie	AP Complémentaire du 17/07/2024, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Moyens de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 7.5.2 partiel	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 4.3.11 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Analyses des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 4.3.11 (partiel)	Demande d'action corrective	15 jours
7	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Servitudes cours d'eau	Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 8.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Consignes incendie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 7.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été constatées sur les thématiques de lutte contre l'incendie ainsi que sur les dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction incendie. Par ailleurs, l'exploitant n'a transmis qu'un rapport d'incident partiellement complet. Des demandes de justificatifs, d'actions correctives et un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sont proposées par l'inspection des installations classées au préfet sous des délais maîtrisés pour les dispositions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, information
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>article R.512-69 du code de l'environnement :</u></p> <p>« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à la demande de l'inspection des installations classées un premier rapport d'incident, le lendemain de l'incendie, soit le 20 février 2025.</p> <p>Le rapport transmis était incomplet.</p> <p>Les éléments suivants étaient manquants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier les substances dangereuses en cause ; - déterminer les causes précises de l'événement ; - déterminer les effets sur les personnes ; - déterminer les effets sur l'environnement (vent, et diffusion des fumées, devenir des eaux d'extinction) ; - les mesures d'urgences prises ;

<p>- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>L'inspection des installations classées a transmis à l'exploitant une fiche support de notification d'accident/incident émanant du bureau d'analyse des risques et pollutions industriels par courriel du 21 février 2025, et lui a indiqué lors de la visite les points manquants.</p> <p>Par courriel du 9 mars 2025, l'exploitant a transmis les mesures envisagées pour éviter un accident similaire. Pour autant, les autres points soulevés par l'inspection restent manquants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées propose une action corrective, et demande à l'exploitant de transmettre sous une semaine un rapport d'incident répondant à la prescription susmentionnée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 2 : Réserve incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2024, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 10 APC n°2024-DCAT-BEPE-146 du 17/07/2024</u></p> <p>« Les installations [...] sont pourvues de moyens permettant une intervention efficace contre l'incendie, adaptés aux risques encourus, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une réserve d'eau incendie située à moins de 200 mètres de l'installation présentant une capacité minimale de 480 m³. » <p><u>Article 7.5.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015</u></p> <p>"[...] En tout état de cause, les moyens incendie disponibles sur le site doivent être conformes aux demandes des Services d'Incendie et de Secours. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de réserve d'eau incendie fonctionnelle ; • que les fondations de la future réserve (plateforme) sont en cours d'aménagement. <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier de la distance vis-à-vis de l'installation.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les fondations de la réserve sont aménagées en interne, avec du personnel de l'installation. L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite que le personnel de l'installation était en cours d'aménagement de la plateforme de fondation.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir déjà commandé la citerne souple de réserve incendie. L'inspection a pu constater que la citerne était stockée dans son emballage dans le hangar. L'inspection n'a pas pu identifier la capacité de la citerne. L'exploitant n'a pas été en mesure de donner la capacité de la future réserve.</p>

<p>Par courriel du 5 mars 2025, l'exploitant a transmis une facture de la citerne incendie datant du 10 juillet 2024. La facture indique que la capacité de la citerne est de 400m3. La prescription sur le volume attendu de 480 m3 pour la citerne n'est pas respectée.</p> <p>L'exploitant a déclaré faire appel à une société externe pour la finition de l'aménagement de la réserve incendie, ainsi que l'aménagement de l'accès à la réserve. L'exploitant n'a pas produit le bon de commande de l'intervention de la société externe lors de la visite.</p> <p>Par mail du 5 mars 2025, l'exploitant a transmis un devis, non signé, daté de 18 mai 2024, de la société « SARL TERRASEMENT PISCINES CHIARIZIA » pour les interventions suivantes :</p> <p>« - amène et replis de matériel ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - préparation d'une plateforme pour la mise en place d'une membrane pompier ; - fourniture et mise en place d'un sable de route avec compactage et préparation pour la mise en place des raccord pompier » <p>L'exploitant n'a pas fourni de bon de commande signé, ni de date d'intervention pour la société de terrassement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 3 mois les dispositions de l'article 10 l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2024 sus mentionné.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Moyens de lutte contre les incendies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 7.5.2 partiel</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.5.2 arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 :</u></p> <p>« Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels</p> <p>[...];</p> <p><u>Article 68 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :</u></p> <p>"[...] L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que 5 robinets d'incendie armés (RIA) sont présents dans le bâtiment.</p> <p>Lors du départ d'incendie, l'exploitant a déclaré avoir eu recours aux RIA, présents sur son site.</p>

L'exploitant a déclaré que lors de l'utilisation du premier RIA le plus proche du départ de feu, celui-ci a dysfonctionné pour cause de gel. En effet l'exploitant indique que le matin du 19 février 2025, jour de l'incendie, il faisait -6°C en extérieur et -2°C dans le bâtiment. Le RIA était « bouché » par la présence de glace, il a fallu quelques minutes pour qu'il soit fonctionnel. Un second RIA a été utilisé.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'un des cinq RIA n'était pas accessible (encombrement de ferraille et autres matériaux). Par mail du 24 février 2025 l'exploitant a démontré (photos à l'appui) que le RIA avait été dégagé et laissé accessible.

L'inspection a constaté que 14 extincteurs ont été utilisés au démarrage de l'incendie.

L'exploitant a justifié la présence d'extincteurs de réserve sur le site, en transmettant par mail du 3 mars 2025 une facture datée du 27 novembre 2024, auprès de la société « extincteur.net » pour l'achat de :

- 5 extincteurs 5 kg CO2 (Dioxyde de Carbone) ;
- 5 extincteurs 9 kg poudre ABC Pression Auxiliaire.

L'exploitant a indiqué qu'une partie des extincteurs utilisés a été remplacée suite à l'incendie par des extincteurs de réserves.

L'exploitant a indiqué qu'une commande d'extincteurs pour remplacer ceux utilisés étaient en cours.

L'exploitant a transmis par mail du 24 février 2025 des photos justifiant la réception de ces extincteurs, non consolidées par une facture.

Pour la maintenance de ses matériels de lutte contre l'incendie, l'exploitant a indiqué qu'un contrôle était réalisé par une société extérieure une fois par an.

Par courriel du 5 mars 2025, l'exploitant a transmis 3 rapports de contrôle des dispositifs incendie du site, par la société CHUBB France. Les rapports contiennent les informations suivantes :

- Rapport du 6 novembre 2023 :

o vérification des extincteurs : 32 présents sur site dont 2 sortis suite à contrôle ;

o vérification des systèmes de désenfumage naturels : 7 systèmes sur site dont un fonctionnel avec travaux

- Rapport du 6 décembre 2023 :

o vérification des dispositifs RIA : 5 présents sur site, dont un endommagé et un dont le tuyau est endommagé

- Rapport du 27 novembre 2024 :

o vérification des extincteurs : 34 présents sur site dont un sorti suite à contrôle

o vérification des dispositifs RIA : 5 présents sur site, dont 2 endommagés et un dont le tuyau est endommagé

- Rapport du 19 septembre 2024 :

o vérification des systèmes de désenfumage naturels : 7 systèmes sur site dont un fonctionnel avec travaux

L'exploitant a transmis une facture datée du 1^{er} décembre 2024, pour la fourniture de 3 RIA.

L'exploitant n'a pas justifié auprès de l'inspection le remplacement des 3 RIA considérés comme défectueux par la société extérieure SCHUBB. D'autant plus que suite à l'incendie, l'inspection a constaté la présence de 2 RIA endommagés (fuites des tuyaux). L'exploitant a indiqué avoir remplacé immédiatement les 2 RIA par des RIA en réserve. L'inspection a constaté lors de la visite que les 2 RIA sont fonctionnels.

En complément du contrôle annuel des équipements, l'exploitant a indiqué procéder à un contrôle visuel régulier des extincteurs, ainsi qu'une purge des RIA, sans pour autant avoir une procédure formalisée, ni une fréquence de contrôle définie. Malgré ce contrôle, lors de l'incendie l'un des RIA a gelé, obstruant sa sortie d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier des travaux réalisés pour la mise en conformité de ses 3 RIA endommagés et pour la mise en conformité du système de désenfumage naturel non fonctionnel, identifiés dans le rapport de contrôle du 19 septembre 2024 et du 27 novembre 2024 de l'entreprise CHUBB. Il est demandé à l'exploitant de formaliser sa procédure de contrôle de ces équipements, en indiquant le type de contrôles et la fréquence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Consignes incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 7.5.3 arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 :</u> « Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs [...]. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel. »
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité de fournir les consignes écrites pour la mise en œuvre des moyens d'intervention. L'exploitant a fourni par mail du 5 mars 2025 un exemplaire des consignes écrites pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation de personnel et d'appel des secours extérieurs. L'exploitant a indiqué à l'inspection que lors du départ de l'incendie, les employés présents sur le site sont intervenus pour contraindre le départ de feu. Les actions, en autres, mises en place, ont été : <ul style="list-style-type: none"> - Couper l'alimentation électrique des machines du bâtiment ; - Evacuer le site pour le reste du personnel ; - Dérouler le premier RIA ; - Appeler les secours : service du SDIS ; - Utilisation des extincteurs les plus proches (14 utilisés) ; - Dérouler le second RIA ; Les actions mises en œuvre ont permis de limiter la propagation de l'incendie, et de le maîtriser en partie. L'inspection constate que les services d'incendie et de secours ont été contactés à partir du moment où l'équipe en place a constaté qu'elle ne pouvait pas maîtriser le feu, alors que la consigne prévoit un appel immédiat des services de secours.

L'exploitant n'a pas démontré lors de l'inspection la formation du personnel à l'application des consignes de moyens de lutte contre l'incendie.

L'exploitant a transmis par ce mail, des bons de commandes signés pour la formation de son personnel par l'organisme ERTF :

- Formation « équipiers de première intervention » : 11 agents, prévue le 24 mars 2025 ;
- Formation « sauveteurs secouristes du travail » : 4 agents, prévue le 3 et 4 avril 2025 ;
- Formation « référent sécurité » : 1 agent, prévue le 22, 23, 24 avril 2025.

Le programme détaillé des formations n'est pas joint aux bons de commande transmis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 4.3.11 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Article 4.3.11 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 :

« [...]

Le bassin de rétention de 500 m³ visé à l'article 4.3.8 peut assurer cette fonction, sous réserve de la mise en place d'une alarme sonore et visuelle permet de maintenir en permanence un volume minimal disponible de 240 m³ correspondant au volume nécessaire pour recueillir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie.

Le confinement des eaux d'extinction incendie est réalisé par l'actionnement d'une vanne d'isolement ou tout autre dispositif équivalent.

L'exploitant établit une procédure définissant les modalités de mise en œuvre de ce confinement en cas d'incendie.

Cette procédure est affichée à l'intérieur de l'établissement et à proximité du lieu concerné.

Elle est bien connue du personnel.

Elle est tenue à la disposition de l'Inspection des ICPE.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspection des ICPE tous les justificatifs correspondants.

[...] ».

Constats :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un bassin de rétention et d'une vanne d'isolement manuelle fermée permettant de contenir les eaux présentes dans le dispositif.

L'exploitant n'a pas pu justifier à l'inspection des installations classées le volume du bassin.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué :

- qu'aucune procédure n'est rédigée afin de définir les modalités de mise en œuvre du confinement des eaux en cas d'incendie ;
- qu'une alarme est présente à proximité du bassin, mais non fonctionnelle.

Par courriel du 5 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une estimation du volume du bassin de rétention, de 800 m³. Cette estimation ne vaut pas justificatif de la capacité du bassin de rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées propose au préfet de la Moselle de mettre en demeure l'exploitant sous 3 mois de respecter les dispositions de l'article 4.3.11 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Analyses des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 4.3.11 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 4.3.11 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 :</u> "[...] Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie ne pourront être rejetées au milieu naturel qu'après un contrôle de leur innocuité. Si le contrôle révèle un dépassement les limites imposées à l'article 4.3.9 du présent arrêté, ces effluents seront traités comme des déchets dans des installations dûment autorisées à cet effet."</p> <p><u>Article 58-II (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :</u> "[...] Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. [...]."</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la prochaine analyse des eaux contenues dans le bassin est prévue au mois d'avril 2025, dans le cadre de l'autosurveillance des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'exploitant du 9 mars 2015 susmentionné modifié.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 5 mars 2025 un devis signé du 3 mars 2025 de la société GKF Environnement pour un échantillonnage et une analyse programmée le 10 mars 2025 des paramètres suivants : PCB, HAP, Dioxines furanes, métaux lourds (As, Cd, Cu, Cr, Hg, Ni, Pb, Zinc), Indice phénol, CN totaux, en complément des analyses réglementaires prévues à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2015 susvisé.</p> <p>L'inspection des installations classées note que le devis signé du 3 mars 2025 précise que l'échantillonnage dans le bassin sera réalisé de manière ponctuelle à l'aide d'une canne de prélèvement télescopique à une profondeur de 30 cm et à une distance de 2 m du bord. L'inspection rappelle que conformément au guide des préconisations relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, les analyses doivent être réalisées sur un échantillon après passage des eaux dans le séparateur d'hydrocarbures, à la sortie du bassin de confinement.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre sous 15 jours un bon de commande modifié pour l'analyse des eaux contenues dans le bassin de confinement spécifiant une méthode d'échantillonnage conforme aux préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 4.3.11 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 :</u></p> <p>« L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour retenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. [...]»</p> <p><u>Article 26 bis (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :</u></p> <p>"Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. [...]"</p> <p><u>Article 4.3.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 :</u></p> <p>"[...] Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits."</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que la partie du site qui accueille l'installation de pyrolyse est imperméabilisée (environ 1/3 de la surface totale extérieure) ; • que le reste du site accueillant notamment l'installation de broyage des pneumatiques (origine de l'incendie) et différents stockages de pneumatiques aux différentes étapes du processus ne sont pas imperméabilisés et reliés au bassin de confinement. Aussi, les effluents susceptibles de s'écouler sur ces zones lors d'un sinistre ne sont pas recueillis et s'infiltrant dans les sols. <p>L'exploitant n'a pas justifié à l'inspection des installations classées que les eaux d'incendie ont été recueillies et envoyées au bassin dédié à cet effet.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant sous 6 mois de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> les dispositions de l'article 26 bis (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; les dispositions de l'article 4.3.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 susmentionné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Servitudes cours d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 8.5
Thème(s) : Autre, Servitudes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Une distance libre de 6 mètres est maintenue le long du cours d'eau "le SPIN" pour les opérations de curage de ce cours d'eau et les berges."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite que des bordures sont installées le long du site, parallèlement au cours d'eau afin de contenir et diriger les eaux pluviales susceptibles d'être polluées vers le bassin de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre un justificatif sous 1 mois de la distance de ces bordures avec le ruisseau du Spin.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois